

durant cette période « pourrait se lire comme une tentative de produire une “haute culture” qui serait, sinon celle de l’État, du moins celle de certains de ses serviteurs », l’analyse du journal des élèves et anciens élèves, le *CSF*, démontre, pour sa part, « un produit culturel de synthèse, très fortement marqué par les idées des Pères », avec une « dimension supra-nationale de l’Égypte » : Proche-Orient et Méditerranée plutôt chrétiens, Afrique francophone ou nilotique, « dans la perspective d’un grand dessein africain de l’Église d’Égypte ».

Sous le lemme *Mutations et Évolutions*, nous avons deux gros essais sur « L’arabisation et l’islamisation de l’Égypte médiévale » (C. Décobert, p. 273-300) et sur les « Systèmes hydrauliques de l’Égypte pré-moderne » (G. Alleaume, p. 301-322), puis deux tentatives de lecture du processus historique de l’Égypte contemporaine : « La cohérence et l’informel », de Robert Ilbert (p. 323-344), et « L’affirmation d’une identité chrétienne copte », de Dina El-Khawaga (p. 345-365). Si le travail de Robert Ilbert se situe – aux propres dires de l’auteur – dans la ligne méthodologique d’un petit, mais riche et important article de Maurice Martin (« Égypte, les modes informels du changement », *Études*, Paris, avril 1980, p. 435-442), celui de Dina El-Khawaga « se veut en témoignage de gratitude envers le père Martin, grâce à qui l’appréhension du monde copte, de son langage et de ses métaphores, est devenu possible pour un chercheur non chrétien ».

C’est peut-être le meilleur compliment qu’on aura fait à cet esprit ouvert et supra-confessionnel, dont nombre des élèves étaient musulmans (musulmanes surtout). Et l’exemplaire travail de Dina El-Khawaga prouve vraiment que le message est passé. Car celle-ci y révèle une profonde compréhension du milieu social, culturel et religieux de « l’autre national », et l’analyse qu’elle fait de ses tentatives de donner un sens à sa spécificité en tant que groupe minoritaire pourrait être souscrite par n’importe quel copte qui ait pris un minimum de distance par rapport à sa communauté, grâce à l’étude sereine et à l’approche sociologique. Les limites de compte rendu nous empêchent de développer le contenu de cette précieuse contribution, qui clôt dignement le volume d’hommage à un ami, attentif et critique tout à la fois, de l’Égypte d’aujourd’hui.

Adel SIDARUS
(Université d’Evora)

Anita MÜLLER, *Schweizer in Alexandrien 1914-1963 : Zur ausländischen Präsenz in Egypt*.
Franz Steiner Verlag, Stuttgart, 1992. 16 × 23 cm, 226 p.

L’ouvrage d’Anita Müller, issu d’un travail universitaire – dissertation soutenue à la faculté de philosophie de l’université de Zürich, pendant le semestre d’hiver 1991-1992 – porte sur la colonie suisse d’Alexandrie, de 1914 à 1963, de l’« âge d’or » de la colonie à la perte de son autonomie par la nationalisation totale, en 1963, des usines d’égrenage du coton. Si les activités économiques de la colonie, et notamment les firmes exportatrices de coton, sont privilégiées dans l’analyse, le choix se justifie par le poids des activités liées au coton au regard de l’extrême petite taille de la colonie. À peu près un huitième du coton égyptien, entre 1923 et 1939, était entre les mains des exportateurs suisses et environ un quart des membres de la colonie exerçaient des

activités liées au coton. Au Caire, les activités étaient plus diversifiées. La colonie suisse d'Alexandrie ne comptait pour l'année 1927 à titre d'exemple, que 483 personnes tandis que les Grecs étaient 37 106, les Italiens 24 280, les Anglais 14 394, les Français 9 429 et les Syriens, Turcs, Palestiniens 6 617, chiffres cités par l'auteur et que l'on pourrait encore majorer pour les Grecs par exemple – mais pas seulement –, quand on sait qu'ils n'étaient pas uniquement de nationalité grecque mais que beaucoup étaient sujets ottomans. La colonie suisse d'Alexandrie passa de 207 personnes en 1907 à 715 en 1935.

La première partie du livre situe les étrangers en Égypte et principalement à Alexandrie. La domination économique étrangère n'est pas présentée comme une toile de fond mais comme le produit dynamique de différents éléments : prédominance de capitaux étrangers à Alexandrie, boom du coton à partir des années 1860, privilèges accordés aux étrangers. La remise en question, dès les années vingt de ce siècle, de la prédominance des capitaux étrangers dans l'économie égyptienne fut à l'origine d'actions de différente nature, comme le boycott des produits anglais, la création de Chambres de commerce égyptiennes, d'un syndicat général agricole, de la banque Misr, qui tendaient à une (ré ?)appropriation nationale du secteur économique. De la même manière, les privilèges accordés aux étrangers, les capitulations, qui les soustrayaient à la juridiction locale, leur permettaient de ne pas payer l'impôt sur le revenu, et leur octroyaient d'autres avantages, sont, à partir des années vingt de ce siècle, dénoncées comme des entraves à la souveraineté de l'Égypte. C'est ce contexte en pleine transformation qu'Anita Müller reconstruit dans sa complexité. Inaugurée lors des accords de Montreux par la suppression des capitulations en 1937, « fin » symbolique des privilèges aux étrangers que tempère un moratoire de douze ans, l'égyptianisation de la vie publique s'imposera de manière coercitive (décrets restreignant l'activité des étrangers, parce que portant sur l'imposition de la langue arabe lors des transactions commerciales, celle de la nationalité égyptienne pour faire partie des conseils d'administration, le contrôle de l'État lors des transactions), de la fin des années cinquante à 1963. L'étatisation finale des entreprises privées (qui touchait les Suisses puisqu'en 1963 étaient totalement nationalisées toutes les usines d'égrenage), l'atmosphère anticapitaliste des années soixante, aboutissaient à la fin de la présence en Égypte de ces entrepreneurs. Ces mesures ne concernèrent pas que les étrangers qui bénéficiaient de capitulations, puisqu'elles s'appliquèrent aussi aux Suisses ; la Suisse ne faisait pas partie des puissances capitulaires. De plus, la légation suisse en Égypte n'existait que depuis 1935. Certains avaient dès le début pris des dispositions, rapatrié leur capital, ce qui allait devenir de plus en plus difficile, d'autres en revanche, étaient restés, les uns pensant que les mesures se mettraient en place plus lentement, d'autres tentant de s'adapter, jusqu'aux limites du possible, aux nouvelles mesures. Ces réponses aux changements sont l'objet de la troisième partie du livre d'Anita Müller.

La deuxième partie de l'ouvrage, qu'enserrent donc des parties plus politico-économiques, traite de la colonie suisse, tant l'origine de la migration, les activités économiques minutieusement décrites, que l'organisation interne de la colonie et sa place dans la société alexandrine.

L'auteur décrit tout d'abord la migration, ses origines, tant géographiques que sociales ; les trois quarts de la colonie étaient suisses allemands et, en général, de bonne famille. Cela explique le haut niveau de la colonie suisse, tant par rapport aux autres étrangers présents à Alexandrie que par rapport à l'ensemble des colonies suisses à l'étranger. L'installation en Égypte se fait surtout dans les années soixante du XIX^e siècle, au moment du boom du coton. Si, avant cette période, les

activités sont plus diversifiées, en revanche, après les années soixante, la concentration des activités autour du coton est manifeste.

Les biographies des fondateurs, celles de leurs successeurs, soulignent le poids de la famille dans les affaires, tant pour le capital investi que pour la formation au sein de l'entreprise et la conduite des affaires.

Les firmes exportatrices de coton (Planta, Reinhart, Kupper, Getty, Escher) – mais aussi la Filature nationale d'Égypte pour son directeur suisse L. Gasche – sont examinées une par une, non seulement dans leurs activités exportatrices mais aussi pour toute l'infrastructure qui précède l'exportation. Sont ainsi décrites avec minutie les différentes étapes qui vont de l'achat du coton, par des intermédiaires grecs le plus souvent, jusqu'à l'exportation, en passant par l'égrenage (dans des usines souvent possédées par les exportateurs eux-mêmes), le transport du coton, et les opérations à la Bourse. Le poids des notables au sein de la colonie était particulièrement sensible à Alexandrie, d'une part à cause de leurs fortunes, liées au coton, qui les plaçaient au premier rang des étrangers à Alexandrie, d'autre part parce que la colonie ne bénéficiait pas des capitulations ni de la présence d'une légation en Égypte. L'indépendance de la colonie, et par là celle des notables, pouvait toutefois devenir, en cas de concurrence trop forte dans le commerce par exemple, une faiblesse puisqu'elle ne bénéficiait pas de traités pour la protéger, ce qui était le cas pour d'autres nationalités. C'est ce qui explique la demande d'installation d'une légation qui se fera en 1935 et l'établissement de traités commerciaux un peu avant.

La domination économique des exportateurs suisses en particulier, mais c'était le cas d'autres étrangers comme les Grecs, s'était appuyée jusque-là sur des conditions particulièrement favorables. D'une part, le caractère lucratif de l'exportation du coton, dès lors que ce commerce s'appuyait sur un capital et des compétences, d'autre part, un marché de l'emploi, y compris par le travail des enfants, particulièrement bon marché, notamment dans les usines d'égrenage du coton.

Anita Müller souligne le contraste entre les activités charitables des gros exportateurs de la colonie, dirigées la plupart du temps vers les membres de la colonie mais aussi vers la Suisse, et les conditions de travail dans les usines de ces mêmes entrepreneurs. Contraste que l'on est tenté d'analyser comme une « mauvaise foi », explicitée dans les entretiens avec d'anciens membres de la colonie par la conscience de mondes qui étaient vus comme « naturellement », tacitement séparés, hiérarchisés (il n'y avait pas besoin de ségrégation, comme le relève une des personnes interrogées), tellement séparés que très peu de membres de la colonie, pour ne pas dire personne, s'étaient donné la peine d'apprendre l'arabe. La conscience élitiste des Suisses d'Alexandrie faisait tout pour se préserver d'un cosmopolitisme compris négativement, ce qui se reflétait dans les institutions de la colonie. L'école suisse devait être « pure » (« nous sommes évidemment obligés de les [les enfants] préserver de certains contacts indésirables », énonce un rapport de la Nouvelle Société helvétique cité par l'auteur), le club suisse fermé aux étrangers. Aux préjugés envers la majorité de la population égyptienne, à l'ignorance envers celle-ci, faisaient pendant une idéalisation des rapports avec la Suisse, une survalorisation des « qualités suisses », sens du travail, sérieux, discipline. On ne trouve pas, à lire Anita Müller, dans la colonie, pour la période qu'elle étudie, de personnalité comme celle de John Ninet, Suisse originaire de Genève, qui se définissait ainsi dans un article écrit pour le *Times*, le 25 octobre 1882 : « Résident en Égypte depuis 42 ans, d'abord comme planteur de coton pour Méhémet Ali ensuite comme négociant à Alexandrie, je me suis consacré à

la cause du fellah », même si l'on trouve ici ou là exprimée l'idée que l'indépendance de l'Égypte revendiquée par les milieux nationalistes était « tout de même » légitime.

En plus des informations très nombreuses et très riches sur la petite colonie suisse d'Alexandrie, petite par sa taille mais importante dans l'ensemble des activités exportatrices d'Alexandrie, que ce travail nous apporte, c'est également la place de la colonie qu'il nous permet de mieux saisir, « vue de l'intérieur ». Par les réactions au processus d'égyptianisation des structures économiques et politiques, et aussi par la conscience de soi qui ne permet pas d'appréhender les transformations de l'environnement mais qui rigidifie les rapports, souligne les distinctions, les hiérarchise, pour, en quelque sorte, s'interdire de se remettre en question. Nul doute que ces derniers aspects, abordés dans la deuxième partie du livre, pourraient enrichir l'étude d'autres colonies et communautés, ainsi que celle de la majorité qu'il conviendrait d'examiner autrement que par les regards posés sur elle.

Anne KAZAZIAN
(CEDEJ, Le Caire)

Aḥmad b. 'Umar AL-ZAYLA'Ī, *al-Awḍā' al-siyāsiyya wa-l-'alāqāt al-ḥāriḡiyya li-miṭṭaqaṭ Ḡāzān (al-miḥlāf al-sulaymānī)*. Riyād, université du roi Sa'ūd, 1413/1992. 263 p.

Le *miḥlāf sulaymānī* ou province sulaymanite s'étend au pied des montagnes du Yémen et du 'Asir sur environ 300 km le long de la mer Rouge, depuis Ḥalī au nord jusqu'à Ḥaraḍ au sud. Il englobe en gros la région située aujourd'hui immédiatement au nord de la frontière entre le Yémen et l'Arabie Saoudite. En raison de son relatif isolement, cette région a connu un développement historique singulier. Elle a souvent été autonome par rapport aux puissants voisins, le Hedjaz des chérifs de La Mecque au nord, le Yémen des imams zaydites ou des dynasties sunnites au sud. L'histoire médiévale de cette région n'a jusqu'à présent guère fait l'objet d'une étude, mise à part celle de Muḥammad al-'Aqīlī, *Tāriḥ al-miḥlāf al-sulaymānī*, parue à Riyād en 1958. Al-Zayla'ī reprend donc cette histoire en procédant à une étude systématique de l'ensemble des sources disponibles.

Il fallut attendre la fin du XV^e siècle pour voir apparaître les premières chroniques locales. Toute l'histoire médiévale, depuis les débuts de l'islam jusque pratiquement à l'arrivée des Ottomans dans la région, doit donc être tirée de sources multiples le plus souvent non locales : chroniques du Yémen ou du Hedjaz, histoires du monde musulman, recueils de poésie. Il est par conséquent difficile de retracer avec précision le déroulement de la plupart des événements. De nombreuses périodes restent largement obscures, en particulier les trois premiers siècles de l'islam, auxquels A. al-Z. consacre la première partie de son ouvrage.

La région doit son nom de *miḥlāf sulaymānī* au chef de tribu local Sulaymān b. Ṭaraf al-Ḥakamī qui unifia la contrée vers 983. Dès cette époque, des chérifs venus de La Mecque et descendants de Sulaymān b. 'Abd Allāh b. Mūsā al-Ḡūn s'étaient fixés dans la région. On ignore lequel d'entre eux fut investi de la charge de gouverneur sur la province par les Banū Ziyād de Zabīd. Cet ancêtre donna pourtant naissance à une longue dynastie de chérifs Banū Sulaymān qui régna de façon plus ou moins autonome ou indépendante sur la plus grande partie de la province sulaymanite